



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Troisième session, 59^e législature

FEUILLETON ET AVIS – Jour de séance 20
le vendredi 13 mars 2020

AFFAIRES COURANTES

Prière
Présentation d'invités
Déclarations de condoléances et de félicitations
Déclarations de députés
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Présentation des pétitions
Réponses aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Votes par appel nominal différés
Affaires du jour

AFFAIRES DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

Motion 30 — L'hon. M. Steeves, appuyé par l'hon. M. Higgs, proposera, le mardi 10 mars 2020, la résolution suivante :
que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Débat ajourné par M. Coon.

Reprise du débat le vendredi 13 mars 2020.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA TROISIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

- 12, *Loi concernant la gestion des ordonnances et les pouvoirs en matière de recouvrement.* L'hon. M. Flemming, c.r.
- 16, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Urquhart.
- 18, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques.* L'hon. M. Carr.
- 19, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune.* L'hon. M. Holland.
- 22, *Loi sur les biens non réclamés.* L'hon. M. Steeves.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

- 2, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des installations régionales du Grand Saint John.* L'hon. M. Carr.
- 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.* L'hon. M. Steeves.
- 33, *Loi concernant la sécurité à l'Assemblée législative.* L'hon. M. Urquhart.
- 34, *Loi sur l'administration du Code du bâtiment.* L'hon. M. Urquhart.

COMITÉ PERMANENT DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- 3, *Loi modifiant la Loi sur les jours de repos.* L'hon. M. Carr.
- 11, *Loi concernant la preuve d'immunisation.* L'hon. M. Cardy.
- 14, *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages.* L'hon. M. Urquhart.
- 15, *Loi concernant l'amélioration de la sécurité des véhicules hors route.* L'hon. M. Urquhart.
- 30, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.* L'hon. M. Steeves.

COMITÉ PERMANENT DE MODIFICATION DES LOIS

- 13, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles.* L'hon. M. Holder.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget de capital, 2020-2021

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

- Motion 1 — M. Savoie.** Adoption de la motion le 20 novembre 2019.
- Motion 7 — M. Savoie.** Adoption de la motion le 22 novembre 2019.
- Motion 8 — M. Savoie.** Adoption de la motion le 22 novembre 2019.
- Motion 19 — L'hon. M. Steeves.** Débat sur la motion le 10 décembre 2019 ; adoption de la motion le 10 décembre 2019.

- Motion 21 — M. Savoie.** Adoption de la motion le 28 novembre 2019.
Motion 29 — M. Savoie. Adoption de la motion le 20 décembre 2019.
Motion 32 — M. Savoie. Adoption de la motion le 19 décembre 2019.
Motion 33 — M. Savoie. Adoption de la motion le 19 décembre 2019.

MOTIONS DES DÉPUTÉS DU PARTI MINISTÉRIEL

Motions réglées

Motion 22 — M. Fairgrieve. Débat sur la motion le 13 décembre 2019 ; adoption de la motion le 13 décembre 2019.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

- 7, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne*. M. Coon.
 24, *Loi modifiant la Loi sur la gratuité des médicaments sur ordonnance*. M. D'Amours.
 25, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux*.
 M. D'Amours.
 31, *Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu familial*. M. Coon.
 35, *Loi sur la protection de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre*. M^{me} Mitton.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 2 — M. LePage, appuyé par M^{me} Harris, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que les pensionnaires des foyers de soins comptent parmi nos personnes les plus vulnérables ;

attendu que la pénurie de personnel dans les foyers de soins nuit à la qualité de vie des pensionnaires des foyers de soins et à la qualité des soins qui leur sont prodigués ;

attendu que le conflit de travail en cours nuit au recrutement et au maintien en poste du personnel des foyers de soins ;

attendu que des tribunaux de deux échelons du système judiciaire ont rendu une décision défavorable au gouvernement et ont établi que les travailleurs des foyers de soins peuvent exercer leur droit de grève malgré les dispositions de la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins* ;

attendu que d'autres appels sont probablement voués à l'échec et que les procédures coûteront certainement aux contribuables d'importantes sommes d'argent ;

attendu que la cour a donné au gouvernement l'occasion de modifier la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins* avant janvier 2020, mois à partir duquel il y aura levée de la suspension du droit de grève ;

attendu que, malgré les menaces du premier ministre, aucun résultat d'élection ne peut annuler la décision selon laquelle les travailleurs des foyers de soins sont en droit de mener une grève ;

attendu qu'une grève des travailleurs des foyers de soins nuirait aux pensionnaires des foyers de soins et à leur famille ;

attendu que, au cours de la session écoulée, l'Assemblée législative a adopté une motion à l'appui d'un arbitrage exécutoire non modifié ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à présenter des modifications de la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins* afin de prévoir un arbitrage exécutoire sérieux permettant la résolution du conflit de travail en cours pour éviter le déclenchement d'une grève.

Motion 5 — M. C. Chiasson, appuyé par M. D'Amours, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que les plans d'éducation de 10 ans ont été élaborés avec des parties prenantes d'un bout à l'autre de la province, y compris deux représentants du Parti progressiste-conservateur ;

attendu que les plans d'éducation de 10 ans ne sont en vigueur que depuis quatre ans ;

attendu que le gouvernement actuel a promis de maintenir en vigueur les plans d'éducation de 10 ans et de donner de la stabilité au système d'éducation ;

attendu que, dans le livre vert sur l'éducation préparé par le gouvernement actuel, sont proposées des mesures de réforme radicales qui n'ont pas fait leurs preuves et qui déstabiliseraient complètement le système d'éducation ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à renoncer au livre vert sur l'éducation et à concentrer de préférence ses efforts sur l'amélioration du système d'éducation en continuant de suivre les plans d'éducation de 10 ans.

Motion 6 — M. McKee, appuyé par M. LeBlanc, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que le Parti progressiste-conservateur n'a reçu que 31,89 % des votes aux élections de 2018 ;

attendu que le gouvernement actuel dépend de l'appui de l'Alliance des gens, qui n'a reçu que 12,58 % des votes aux élections de 2018 ;

attendu que, aux élections de 2018, 54,68 % de la population du Nouveau-Brunswick a voté pour des partis qui n'appuient pas le gouvernement actuel ;

attendu que 68,11 % de la population du Nouveau-Brunswick a voté contre la plateforme du Parti progressiste-conservateur aux élections de 2018 ;

attendu que le gouvernement actuel n'a pas l'autorité morale pour mettre en œuvre des réformes importantes qui n'ont pas été débattues lors des dernières élections provinciales ;

attendu que le gouvernement actuel a admis qu'il n'avait pas l'autorité morale nécessaire lorsqu'il a promis dans son premier discours du trône d'inviter « tous les chefs des partis à donner leur avis au sujet des mesures législatives et réglementaires », de « partager le pouvoir décisionnel » et de « former de vastes coalitions à la Chambre » ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à renvoyer à un comité parlementaire toute réforme importante pour que tous les partis puissent l'examiner et formuler des recommandations et pour que le grand public et les experts indépendants puissent fournir une rétroaction.

Motion 13 — M. Austin, appuyé par M. DeSaulniers, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que l'ancien gouvernement a décidé que la taxe de vente sur un véhicule d'occasion serait calculée selon sa valeur dans le *Blue Book* ;

attendu que, auparavant, la taxe de vente sur un véhicule d'occasion était calculée au moyen d'une estimation écrite d'un concessionnaire de véhicules à moteur ou d'un particulier ; attendu que la mesure a alourdi le fardeau fiscal des gens du Nouveau-Brunswick ; attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick utilisent un véhicule d'occasion comme mode de transport ; attendu que les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick n'ont souvent pas les moyens de payer le coût d'un véhicule à moteur neuf ; qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à rétablir l'ancienne méthode de calcul de la taxe de vente sur les véhicules d'occasion.

Motion 14 — M^{me} Conroy, appuyée par M. Austin, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que le Nouveau-Brunswick doit transformer le programme de don d'organes en un système de consentement automatique au don d'organes avec option de révocation du consentement ; attendu que le Canada affiche des taux de dons d'organes très faibles et qu'il n'y a que 20,9 donneurs par million d'habitants, comparativement à l'Espagne, qui compte 43,4 donneurs par million d'habitants, et aux États-Unis, qui compte 31 donneurs par million d'habitants ; attendu que, en 2015, sur les quelque 267 000 décès survenus au Canada, à peine 150 000 d'entre eux, soit environ 56 %, se sont produits en milieu hospitalier, que, sur les 150 000 personnes décédées en milieu hospitalier, seulement 5 000 d'entre elles, soit environ 3 %, satisfaisaient aux critères pour être un donneur d'organes potentiel, que, sur ces 5 000 donneurs potentiels, à peine 650 d'entre eux, ou 13 %, sont devenus de réels donneurs et que ces 650 donneurs ont permis la réalisation de 1 995 greffes ; attendu qu'un donneur d'organes peut sauver la vie de huit personnes ; attendu qu'un donneur de tissus pourrait aider jusqu'à 75 personnes ; attendu que l'instauration d'un programme de don d'organes automatique permettra de réduire les listes d'attente en faisant en sorte que tous les donneurs d'organes potentiels deviennent de réels donneurs ; attendu qu'il est important et urgent d'adopter un programme de don d'organes automatique ; attendu que, aux États-Unis, 20 personnes en attente d'une greffe meurent chaque jour et que, au Canada, une personne en attente d'une greffe meure chaque 1,25 jour ; attendu que le secteur des soins de santé au Nouveau-Brunswick économisera des dizaines de millions de dollars par année grâce au programme de don automatique d'organes et de tissus ; qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à entreprendre la transformation de l'actuel programme de don d'organes en un système de consentement automatique au don d'organes afin de sauver de nombreuses vies et d'économiser de l'argent au Nouveau-Brunswick.

Motion 15 — M. DeSaulniers, appuyé par M. Austin, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

attendu que Hailie et Trent Michaud sont morts en 2013 des suites de blessures subies lors d'un accident de la route alors qu'ils occupaient des sièges d'auto bien installés et conformes à la réglementation provinciale ; attendu que les règlements actuels exigent que les sièges d'auto soient orientés vers l'arrière pour tous les enfants jusqu'à ce qu'ils aient un an et pèsent 10 kg ;

attendu que, outre l'exigence relative au poids de 10 kg, le fait de porter à deux ans l'exigence minimale relative à l'âge pour les sièges d'auto orientés vers l'arrière assurera une plus grande protection ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter, dans les règlements provinciaux sur les sièges d'auto, les exigences en matière d'âge des enfants.

Motion 16 — M. Arseneault, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 5 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu qu'il est dans l'intérêt du grand public que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick siège pendant une période raisonnable afin de traiter convenablement les affaires de la province et de permettre des débats sur des projets de loi et des motions ;

attendu qu'il est favorable à la démocratie que l'opposition ait suffisamment de temps et d'occasions pour soulever des préoccupations exprimées par des parties prenantes et des membres du grand public et en débattre ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire en sorte que, pour la durée de la 59^e législature, sauf en cas de prorogation ou d'ordre contraire sur résolution de la Chambre, dans les limites de l'application du paragraphe 29(1) et de l'article 32 du Règlement, la Chambre siège à partir du deuxième mardi de janvier jusqu'au dernier vendredi de février, à partir du troisième mardi de mars jusqu'au deuxième vendredi de juin et à partir du premier mardi de novembre jusqu'au deuxième vendredi de décembre.

Motion 17 — M. Harvey, appuyé par M. LePage, proposera, le jeudi 5 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement a réalisé une série de compressions dans des services liés notamment au tourisme, à l'entretien des routes et à l'aide pour frais de scolarité sans fournir d'explications fondées sur des données probantes pour justifier ces compressions ;

attendu que de telles compressions auront des effets néfastes sur les résultats financiers du gouvernement en raison de la réduction de l'activité économique, de l'augmentation des coûts à long terme et de l'exode qui découleront de ces compressions ;

attendu que la révision stratégique des programmes effectuée par le gouvernement précédent a donné lieu à des réductions budgétaires fondées sur des données probantes, lesquelles ont permis de réaliser un excédent pour les exercices financiers 2017-2018 et 2018-2019, sans entraîner les effets néfastes qu'auront probablement les compressions faites par le gouvernement actuel ;

attendu que le premier ministre a signalé qu'il entreprenait un examen des services gouvernementaux, mais qu'il n'a toujours pas déposé de rapport sur les résultats de cet examen ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à annuler les compressions qui nuisent à l'économie provinciale, qui entraînent une détérioration des biens et qui font diminuer la main-d'oeuvre dans la province, et l'exhorte à continuer à adopter les conclusions de la révision stratégique des programmes.

Motion 18 — M. Austin, appuyé par M^{me} Conroy, proposera, le jeudi 5 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que le Nouveau-Brunswick est aux prises avec des coûts croissants en matière de soins de santé, de mauvais résultats, de longs temps d'attente pour obtenir des services médicaux et

une prestation inappropriée des soins de santé en raison d'un système surchargé et d'une population vieillissante ;

attendu qu'il faut d'urgence agir de façon proactive afin de réduire les temps d'attente liés aux soins de santé ;

attendu que diverses associations du milieu de la santé, lesquelles regroupent notamment des chiropraticiens et des optométristes, ont exprimé une volonté d'assumer un rôle élargi afin de diminuer les listes d'attente et d'améliorer les temps d'attente ;

attendu que les organismes en question ont déclaré que les services continueraient d'être facturés à des compagnies d'assurance tierces ou directement au patient ;

attendu que la mesure n'alourdira pas le fardeau financier du régime provincial d'assurance-maladie ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à agir immédiatement afin de réduire les temps d'attente pour obtenir des soins de santé en élargissant le rôle des chiropraticiens et des optométristes au sein de notre système de santé

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à établir des normes qui permettraient aux fournisseurs de soins de santé en question d'assumer un rôle élargi au sein de notre système de santé provincial.

Motion 20 — M. McKee, appuyé par M. K. Chiasson, proposera, le jeudi 12 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que Fièrement Nouveau-Brunswick, qui menait ses activités sous le nom de New Brunswick Proud, a exercé des activités douteuses pour influencer le résultat des élections provinciales de 2018, notamment en envoyant des messages textes non sollicités et des appels automatisés ;

attendu que New Brunswick Proud a exercé des activités douteuses semblables pour influencer le résultat des élections fédérales de 2019 au Nouveau-Brunswick, notamment en menant la tristement célèbre campagne de diffusion du message texte suivant : « Hi, I'm Pam » ;

attendu que des documents d'Élections Nouveau-Brunswick montrent que l'organisme est financé par des organismes conservateurs de l'extérieur de la province ;

attendu que le président de l'association progressiste-conservatrice d'une circonscription du Nouveau-Brunswick a dit sous serment dans le cadre d'une procédure judiciaire qu'il travaillait pour New Brunswick Proud ;

attendu que, selon un reportage dans les médias datant du 24 septembre 2019, la page Facebook de l'employé en question indiquait qu'il était le directeur du recrutement pour l'organisme de jeunes progressistes-conservateurs du Nouveau-Brunswick et que des photos de lui avec des personnes progressistes-conservatrices importantes du Nouveau-Brunswick, y compris le premier ministre, étaient affichées sur ses comptes de médias sociaux ;

attendu que, selon le même reportage dans les médias, Aaron Sophocleous, de Moncton, avait en 2018 fait campagne pour les Progressistes-Conservateurs lors des élections provinciales et que des documents constitutifs déposés auprès du gouvernement fédéral indiquaient qu'il était administrateur de Fièrement Nouveau-Brunswick ;

attendu que, selon des documents que New Brunswick Proud a déposés auprès d'Élections Nouveau-Brunswick, New Brunswick Proud a reçu deux grands dons par l'intermédiaire de cabinets d'avocats de Saint John, l'un par l'entremise de Nic Ouellette, ancien chef de cabinet du premier ministre Higgs, et l'autre par l'entremise de Lawson Creamer, un cabinet d'avocats où Mel Norton, un ancien candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur, est associé ;

attendu que de telles affiliations indiquent qu'il existe des liens inquiétants entre New Brunswick Proud et le Parti progressiste-conservateur, même si le premier ministre nie l'existence de liens entre le Parti progressiste du Nouveau-Brunswick et l'organisme ;

attendu que, afin de défendre la démocratie, il faut encadrer la publicité émanant de tiers et financée par des groupes de l'extérieur qui vise à influencer le résultat des élections provinciales ;

attendu que le premier ministre a publiquement admis qu'il fallait resserrer les règles régissant la publicité émanant de tiers lorsqu'il a dit que, selon lui, de plus en plus de tiers participaient à la publicité afin de promouvoir leurs intérêts particuliers, ce qui ne renforce pas du tout la démocratie ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à renvoyer au Cabinet du procureur général aux fins d'examen le projet de loi 40, déposé durant la deuxième session de la législature courante, à l'améliorer, au besoin, et à le déposer de nouveau en y accordant la priorité.

Motion 23 — M. D'Amours, appuyé par M. McKee, proposera, le jeudi 19 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que les régies de la santé du Nouveau-Brunswick ont signalé plus de 1 600 incidents violents au cours de l'exercice financier 2018-2019 ;

attendu que, d'après les dossiers tenus par les régies de la santé, 4,5 incidents violents surviennent chaque jour dans les hôpitaux du Nouveau-Brunswick ;

attendu que, chaque jour, au moins un incident violent qui se produit dans le milieu hospitalier au Nouveau-Brunswick nécessite l'intervention de la police ;

attendu que, d'après les statistiques des régies de la santé, il y a eu l'année dernière plus de 2 000 alertes au code blanc ou interventions contre des personnes violentes ;

attendu que, d'après les recherches, les régies de la santé du Nouveau-Brunswick affichent un taux combiné d'incidents violents par employé beaucoup plus élevé que celui de la Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse, même si la Nouvelle-Écosse compte des milliers d'employés de plus ;

attendu que, au début de 2019, plus de la moitié des postes de gardien de sécurité au Nouveau-Brunswick étaient vacants ;

attendu que Karen McGrath, PDG du Réseau de santé Horizon, a déclaré que les gardiens de sécurité étaient, non pas des agents de la paix, mais plutôt des « diplomates » qui ne sont pas autorisés à toucher les personnes violentes dans les hôpitaux ;

attendu que, d'après les données de Travail sécuritaire NB, les réclamations acceptées concernant un incident de violence au travail émanant d'employés d'un hôpital ou d'un foyer de soins s'élèvent à plus du triple de celles d'employés d'un établissement correctionnel ;

attendu que, d'après les données de Travail sécuritaire NB, les réclamations acceptées concernant des problèmes de santé mentale ou un état de stress post-traumatique (ESPT) chez le personnel infirmier représentent près du tiers (28 %) des réclamations concernant des problèmes de santé mentale ou un ESPT au Nouveau-Brunswick ;

attendu que John McGarry, président du conseil d'administration du Réseau de santé Horizon, a dit publiquement que les données du Réseau de santé Horizon indiquent que les niveaux de violence ne sont pas contenus ;

attendu qu'il est nécessaire que les régies de la santé mènent un examen annuel des incidents violents, tel que le prévoit la législation sur l'hygiène et la sécurité au travail ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement et les régies de la santé à réaliser des évaluations annuelles du risque de violence en milieu de travail, tel

que le prescrit la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, et à accorder aux régies de la santé assez de financement pour qu'elles réalisent les évaluations et mettent en oeuvre les recommandations qui en découlent.

Motion 25 — M. Austin, appuyé par M. DeSaulniers, proposera, le jeudi 19 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que, en 2018, le Centre international de Recherche sur le Cancer a durci sa position à l'égard du glyphosate, le qualifiant de cancérogène probable ;

attendu que, à l'échelle mondiale, plus de 50 documents de recherche indépendants, évalués par les pairs et publiés affirment que le glyphosate est toxique et lié au lymphome malin non hodgkinien ;

attendu que ces documents de recherche montrent aussi de manière irréfutable que le glyphosate porte également atteinte à l'ADN, au foie et aux reins et qu'il est un perturbateur endocrinien et la cause de nombreux autres problèmes de santé ;

attendu que les opinions scientifiques divergentes entre l'industrie et les acteurs indépendants permettent de penser que l'application du principe de précaution est tout indiquée et favorise au mieux la santé publique et la santé des poissons et des espèces sauvages ;

attendu qu'il a été ordonné, dans trois causes entendues devant des tribunaux américains, de verser aux parties demanderesses environ 200 millions de dollars, les jurés ayant conclu que le glyphosate était cancérogène et que la compagnie avait tenté de masquer les risques ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à interdire l'épandage d'herbicides à base de glyphosate sur les terres de la Couronne.

Motion 26 — M^{me} Harris, appuyée par M. Arseneault, proposera, le jeudi 19 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 13 septembre 2007 la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;

attendu que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones « établit un cadre universel de normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones du monde et [qu']elle élabore sur les normes existantes des droits humains et des libertés fondamentales dans leur application à la situation particulière des peuples autochtones » ;

attendu que le Canada a donné officiellement en mai 2016 son appui à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et a ainsi réaffirmé sa détermination à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones ici comme à l'étranger ;

attendu que, en adoptant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le gouvernement du Nouveau-Brunswick montrera sa détermination à améliorer les relations avec les peuples autochtones en donnant à la province un cadre lui permettant de s'aligner sur les normes et les mesures de protection énoncées dans la déclaration des Nations Unies ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Motion 28 — M. D'Amours, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 19 décembre 2019, la résolution suivante :

attendu que le vapotage constitue une menace pour la santé humaine qui devient chaque jour plus évidente, vu les signalements de maladies respiratoires graves associées au vapotage ;

attendu que l'industrie du vapotage cible les jeunes au moyen de produits comme les cigarettes électroniques et les liquides à vapoter aromatisés, et qu'il n'y a pratiquement aucune restriction visant la publicité et la vente au détail ;

attendu que l'absence de réglementation à l'égard de l'industrie suscite des préoccupations très réelles ;

attendu que le corps médical soulève de graves préoccupations concernant les dangers liés au vapotage ;

attendu que Santé Canada a aussi émis des avertissements sur les risques possibles liés au vapotage ;

attendu que, par le passé, le gouvernement provincial a adopté des mesures afin d'imposer des restrictions en matière de tabagisme, y compris des mesures conçues pour réduire le nombre de jeunes fumeurs ;

attendu que d'autres provinces sont conscientes des risques pour la santé que présente le vapotage et prennent des mesures afin de remédier à la situation ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à présenter des mesures législatives et réglementaires afin de contrer cette importante menace pour la santé, lesquelles comprendraient l'interdiction des cigarettes électroniques qui contiennent un agent aromatisant prescrit et des liquides aromatisés destinés à être utilisés avec des cigarettes électroniques, la diminution de la teneur en nicotine des capsules de vapotage et le renforcement des règlements relatifs aux étalages et au matériel publicitaire liés au vapotage.

Motion 31 — M^{me} Rogers, appuyée par M. Bourque, proposera, le jeudi 9 janvier 2020, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il s'engageait à planter deux milliards d'arbres au cours des 10 prochaines années pour aider à lutter contre les changements climatiques et à atteindre la cible de zéro émission nette d'ici à 2050 dans le cadre d'une initiative d'une valeur de 3 milliards de dollars qui vise à mettre en oeuvre des solutions naturelles aux changements climatiques ;

attendu que la plantation d'arbres constitue une excellente façon de lutter contre les changements climatiques, puisque les arbres absorbent les émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles, lesquelles provoquent le réchauffement planétaire ;

attendu que l'initiative proposée aidera le Canada à respecter son engagement à l'égard de l'Accord de Paris ;

attendu que, outre les avantages liés à la lutte contre les changements climatiques, la plantation d'arbres réduit l'incidence de la déforestation, prévient l'érosion du sol, favorise la protection des côtes, augmente la fertilité du sol, préserve l'habitat faunique et atténue les inondations ;

attendu que le programme de plantation d'arbres permet aussi de favoriser notre biodiversité forestière ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick devrait tirer parti de l'initiative afin de lutter contre les changements climatiques dans notre province ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à collaborer avec le gouvernement fédéral afin de recevoir sa juste part des ressources et de créer un programme dans le cadre duquel les gens et les organismes pourront présenter une demande pour planter des arbres dans les centres urbains et les régions rurales du Nouveau-Brunswick, en respectant le principe de la biodiversité.

Motion 34 — M. Horsman, appuyé par M. McKee, proposera, le jeudi 9 janvier 2020, la résolution suivante :

attendu qu'une étude gouvernementale interne menée en 2015 a indiqué que le gouvernement pourrait réaliser des économies en rénovant l'édifice du Centenaire à Fredericton et en y transférant des ministères se trouvant dans des installations dont la location est onéreuse ; attendu que, d'après les estimations, le transfert des bureaux pourrait entraîner des économies de 2,5 millions de dollars par année pendant 40 ans ;
attendu que le gouvernement libéral précédent avait accepté la recommandation de rénover l'édifice du Centenaire ;
attendu que, puisque le palais de justice de Fredericton est vieux et inadéquat et présente de graves problèmes liés à la sécurité, le gouvernement avait décidé que l'édifice rénové abriterait un nouveau palais de justice ;
attendu que le nouveau palais de justice aurait abrité les locaux de la Cour provinciale, de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour d'appel ainsi que d'autres services judiciaires ;
attendu que les économies réalisées sur une période de 30 ans auraient permis de recouvrer les fonds nécessaires pour payer les coûts de rénovation de 76 millions de dollars ;
attendu que le gouvernement Higgs a annulé les travaux de rénovation de l'édifice du Centenaire à Fredericton, lesquels étaient déjà bien amorcés ;
attendu qu'à la perte, pour les contribuables, d'une possibilité d'économies importantes qui auraient découlé du regroupement de locaux pour bureaux s'ajoutent les énormes frais engagés par le gouvernement en lien avec la résiliation du contrat attribué à la suite d'un appel d'offres, lesquels s'élevaient à plus de 13 millions de dollars ;
attendu que la résiliation pourrait entraîner des frais additionnels encore inconnus ;
attendu que le gouvernement a annoncé qu'il avait vendu l'édifice du Centenaire à un promoteur privé ;
attendu que des préoccupations ont été soulevées sur les répercussions financières des décisions prises par le gouvernement Higgs en ce qui concerne l'édifice du Centenaire ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le Bureau du vérificateur général à entreprendre un examen financier de la décision d'annuler la rénovation de l'édifice du Centenaire en tenant notamment compte de l'ensemble des répercussions au chapitre des coûts pour les contribuables, puis à faire rapport de ses conclusions à l'Assemblée législative.

Motion 35 — M. Arseneault, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 9 janvier 2020, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement Higgs a annulé le Programme des droits de scolarité gratuits et le Programme d'allègement des droits de scolarité pour la classe moyenne mis en place par le gouvernement précédent, lesquels donnaient accès à l'éducation postsecondaire à de nombreux étudiants et de nombreuses étudiantes du Nouveau-Brunswick qui ne pouvaient autrement se permettre de fréquenter un établissement postsecondaire ;
attendu que le gouvernement Higgs a également annulé la Prestation pour l'achèvement des études dans le délai prévu qui accordait un allègement important de la dette d'études à de nombreux étudiants et de nombreuses étudiantes ;
attendu que le gouvernement Higgs a annoncé des changements visant le programme de bourses pour frais de scolarité, lesquels se traduisent par un financement réduit pour nombre d'étudiants et d'étudiantes, puisque le plafond de financement passe de 10 000 \$ à 3 000 \$;
attendu que le gouvernement Higgs a annoncé un programme de crédit d'impôt pour frais de scolarité, mais n'a pas amélioré l'allègement de la dette ;
attendu que les universités, les étudiants et étudiantes et les organismes étudiants, comme l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick, ont condamné l'annulation de ces programmes en raison de préoccupations quant au fait que les nouveaux programmes se traduiront, pour les

étudiants et étudiantes, par un accès restreint, une réduction de l'aide financière et une augmentation de l'endettement étudiant ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à proposer un programme qui accorde aux étudiants et étudiantes des bourses non remboursables en fonction des besoins financiers et à créer un nouveau programme d'allègement de la dette qui fournira aux étudiants et étudiantes un allègement considérable de leur dette.

Motion 36 — M. Arseneault, appuyé par M^{me} Harris, proposera, le jeudi 9 janvier 2020, la résolution suivante :

attendu que, par suite de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, la Commission de vérité et réconciliation du Canada a été établie pour faciliter la réconciliation entre les anciens élèves, leur famille, leur collectivité et tous les gens du Canada ;

attendu que la Commission de vérité et réconciliation a publié en décembre 2015 son rapport final ainsi que 94 recommandations ou « appels à l'action » ;

attendu que le premier ministre du Canada Justin Trudeau a accepté le rapport final au nom du Canada ;

attendu que la recommandation 57, intitulée Une formation de sensibilisation à l'intention des fonctionnaires, vise à demander aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de même qu'aux administrations municipales de s'assurer que les fonctionnaires sont formés sur l'histoire des peuples autochtones, y compris en ce qui a trait à l'histoire et aux séquelles des pensionnats, à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, aux traités et aux droits des Autochtones, au droit autochtone ainsi qu'aux relations entre la Couronne et les Autochtones ;

attendu que KAIROS, un organisme confessionnel et de sensibilisation qui travaille pour la justice et les droits de la personne afin de favoriser la réconciliation par la voie de l'éducation et de la sensibilisation aux droits, a travaillé avec des aînés autochtones, des gardiens du savoir et du personnel éducateur pour élaborer un programme favorisant la vérité, la compréhension, le respect et la réconciliation entre les personnes autochtones et non autochtones ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à rendre obligatoire l'exercice des couvertures de KAIROS ou un autre programme de formation semblable pour le personnel du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail et celui du ministère des Affaires autochtones

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à consacrer un financement de 1,5 million de dollars à la création d'un fonds pour la réconciliation par la voie de l'éducation postsecondaire afin d'appuyer des initiatives et des programmes de réconciliation dans les établissements postsecondaires de la province.

Motion 38 — M^{me} Mitton, appuyée par M. Arseneau, proposera, le jeudi 19 mars 2020, la résolution suivante :

attendu qu'il est généralement reconnu qu'une réforme des soins de santé est nécessaire ;

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick ne peuvent pas consulter en temps opportun leur fournisseur de soins de santé ;

attendu que les gens du Nouveau-Brunswick doivent pouvoir consulter en temps opportun leur fournisseur de soins de santé primaires et d'autres professionnels de la santé, ce qui pourrait améliorer la gestion des maladies chroniques et permettre d'éviter des visites à l'urgence et des admissions à l'hôpital ;

attendu que, le 11 février 2020, le ministère de la Santé, Horizon et Vitalité ont annoncé qu'ils fermeraient l'urgence de six hôpitaux ruraux entre minuit et 8 h, et ce, sans consulter la population ni les professionnels de la santé locaux ;

attendu qu'il a en outre été annoncé que tous les lits de soins actifs seraient éliminés dans les six hôpitaux ;

attendu que Horizon a annoncé la fermeture de l'unité pour les chirurgies d'un jour de l'Hôpital mémorial de Sackville, et ce, sans consulter la population ni les professionnels de la santé locaux ;

attendu que la réussite d'une réforme des soins de santé dépendra de la participation et du soutien de tous les partis politiques et de la population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à saisir un comité parlementaire de la question de la réforme des soins de santé, lequel pourra tenir des audiences publiques, solliciter des mémoires, écouter des parties prenantes et des experts en la matière et formuler d'ici à septembre 2020 des recommandations au gouvernement sur l'amélioration du système de santé et des services.

Motion 39 — M. Coon, appuyé par M. Arseneau, proposera, le jeudi 19 mars 2020, la résolution suivante :

attendu qu'une personne célibataire bénéficiaire de l'assistance transitoire reçoit 537 \$ par mois et que le montant accordé n'a pas augmenté depuis 2010 ;

attendu que, d'après le Front commun pour la justice sociale, le coût de la vie à Moncton est d'au moins 1 300 \$ par mois pour une personne célibataire ;

attendu qu'une personne célibataire bénéficiaire de prestations prolongées reçoit 576 \$ par mois et que le montant accordé n'a pas augmenté depuis 2014 ;

attendu que, d'après le Front commun pour la justice sociale, le coût de la vie à Moncton est d'au moins 1 400 \$ par mois pour une personne célibataire ayant une mobilité réduite ;

attendu qu'une famille de quatre personnes bénéficiant de l'assistance transitoire reçoit 995 \$ par mois et que le montant accordé n'a pas augmenté depuis 2014 ;

attendu que, d'après le Human Development Council, un revenu mensuel de 5 500 \$ est nécessaire pour qu'une famille de quatre personnes vivant à Saint John puisse subvenir à ses besoins ;

attendu que, sous réserve d'exclusions précises, le gouvernement ne permet pas à l'heure actuelle aux bénéficiaires d'aide sociale de partager un logement ;

attendu que le gouvernement oblige actuellement les personnes âgées bénéficiant de l'aide sociale à toucher leur pension au titre du Régime de pensions du Canada à l'âge de 60 ans, ce qui donne lieu à une pension réduite ;

attendu que la pension alimentaire pour enfants, la pension d'invalidité et les prestations de survivant sont récupérées auprès des bénéficiaires d'aide sociale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à réaliser un examen exhaustif des lois, des règlements et des politiques en matière d'aide sociale en vigueur au Nouveau-Brunswick et à en faire rapport à l'Assemblée législative d'ici au 1^{er} juin 2020, que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter de 16,51 % les taux d'aide sociale pour les personnes célibataires bénéficiaires de l'assistance transitoire et à augmenter de 8,27 % les taux pour les autres bénéficiaires afin de tenir compte de la perte de leur pouvoir d'achat depuis la dernière augmentation des taux

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à réaliser un projet pilote sur la garantie d'un revenu de base au Nouveau-Brunswick avec la participation du gouvernement fédéral.

Motion 40 — M. Arseneau, appuyé par M. Coon, proposera, le jeudi 19 mars 2020, la résolution suivante :

attendu que la nourriture devrait être considérée comme un droit fondamental de la personne et non une denrée échangeable ;

attendu que le Nouveau-Brunswick ne produit que 3 % de la nourriture que consomment les gens du Nouveau-Brunswick ;

attendu que, dans l'éventualité d'une fermeture de route ou d'une catastrophe naturelle, le Nouveau-Brunswick n'aurait de la nourriture en quantité suffisante que pour 72 heures ;

attendu qu'il serait dans l'intérêt des agriculteurs, des pêcheurs et des cueilleurs que les gens achètent des produits du Nouveau-Brunswick ;

attendu qu'aucun ministère n'a le mandat de veiller à ce que les gens du Nouveau-Brunswick aient accès à des aliments locaux de grande qualité ;

attendu que l'Ontario et le Québec sont chacun dotés d'un ministère ayant un mandat en matière d'alimentation ;

attendu que, lors d'une séance du Comité des comptes publics, aucun ministère n'a pu dire qui s'occupe de souveraineté alimentaire au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le ministère de l'Agriculture, de l'Acuaculture et des Pêches devrait avoir le mandat de veiller à ce que d'autres ministères tiennent compte de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire au Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à changer le nom du ministère de l'Agriculture, de l'Acuaculture et des Pêches pour le ministère de l'Agriculture, de l'Acuaculture, de l'Alimentation et des Pêches.

Motions portant dépôt de documents

Motion 9 — M. Arseneault, appuyé par M^{me} LeBlanc, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'horaire du premier ministre Blaine Higgs pour chaque jour écoulé depuis le 8 novembre 2018.

Motion 10 — M. Arseneault, appuyé par M^{me} LeBlanc, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance électronique échangée entre le premier ministre Blaine Higgs et les membres du personnel du Cabinet du premier ministre, les membres du personnel du Bureau du Conseil exécutif, Robert Youden, John Mallory, Yennah Hurley et John Logan depuis le 8 novembre 2018.

Motion 11 — M. D'Amours, appuyé par M. C. Chiasson, proposera, le jeudi 28 novembre 2019, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les documents et les notes d'information, entre autres, quel que soit le support, à l'appui de l'élaboration de la stratégie de recrutement du personnel infirmier.

Motion 37 — M^{me} Mitton, appuyée par M. Arseneau, proposera, le jeudi 19 mars 2020, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les notes d'information, la correspondance ainsi que les plans provisoires et définitifs, y compris les plans relatifs aux phases futures, concernant la réforme des soins de santé que le gouvernement a annoncée le 11 février 2020, y compris le procès-verbal des réunions et les résolutions adoptées indiquant que les conseils d'administration des réseaux Horizon et Vitalité ont approuvé le plan.

Motions réglées

Motion 3 — M^{me} Rogers. Débat sur la motion le 12 décembre 2019 ; adoption de la motion amendée le 12 décembre 2019.

Motion 4 — M. D'Amours. Débat sur la motion le 12 décembre 2019 ; adoption de la motion le 12 décembre 2019.

Motion 12 — M^{me} LeBlanc. Débat sur la motion le 28 novembre 2019 ; adoption de la motion amendée le 28 novembre 2019.

Motion 24 — M. D'Amours. Débat sur la motion le 19 décembre 2019 ; adoption de la motion amendée le 19 décembre 2019.

Motion 27 — M^{me} Harris. Débat sur la motion le 19 décembre 2019 ; adoption de la motion amendée le 19 décembre 2019.

PÉTITIONS

- | | |
|---|--------------------------------|
| 1, M ^{me} Landry — présentée le 20 novembre 2019. | (Réponse, le 6 décembre 2019) |
| 2, M. Harvey — présentée le 20 novembre 2019. | (Réponse, le 5 décembre 2019) |
| 3, M ^{me} Thériault — présentée le 20 novembre 2019. | (Réponse, le 6 décembre 2019) |
| 4, M. Coon — présentée le 20 novembre 2019. | (Réponse, le 6 décembre 2019) |
| 5, L'hon. M. Cardy — présentée le 22 novembre 2019. | (Réponse, le 5 décembre 2019) |
| 6, M. Coon — présentée le 22 novembre 2019. | (Réponse, le 6 décembre 2019) |
| 7, L'hon. M. Urquhart — présentée le 27 novembre 2019. | (Réponse, le 10 décembre 2019) |
| 8, M. Coon — présentée le 10 décembre 2019. | (Réponse, le 3 février 2020) |
| 9, M. Harvey — présentée le 11 décembre 2019. | (Réponse, le 13 janvier 2020) |
| 10, M. Harvey — présentée le 17 décembre 2019. | (Réponse, le 13 janvier 2020) |
| 11, M. Coon — présentée le 17 décembre 2019. | (Réponse, le 6 janvier 2020) |
| 12, M. Arseneau — présentée le 17 décembre 2019. | (Réponse, le 13 janvier 2020) |
| 13, M. C. Chiasson — présentée le 18 décembre 2019. | (Réponse, le 9 janvier 2020) |
| 14, M. Landry — présentée le 19 décembre 2019. | (Réponse, le 20 janvier 2020) |
| 15, M. Harvey — présentée le 19 décembre 2019. | (Réponse, le 13 janvier 2020) |
| 16, M. Harvey — présentée le 20 décembre 2019. | (Réponse, le 15 janvier 2020) |
| 17, M ^{me} Mitton — présentée le 20 décembre 2019. | (Réponse, le 21 janvier 2020) |
| 18, M. Northrup — présentée le 11 mars 2020. | |
| 19, M. C. Chiasson — présentée le 11 mars 2020. | |
| 20, M ^{me} Mitton — présentée le 11 mars 2020. | |

RAPPORTS DE COMITÉS

Comité permanent de la politique économique	— premier rapport déposé le 11 décembre 2019. — deuxième rapport déposé le 12 décembre 2019. — troisième rapport déposé le 18 décembre 2019. — quatrième rapport déposé le 19 décembre 2019. — cinquième rapport déposé le 20 décembre 2019. — sixième rapport déposé le 11 mars 2020.
Comité permanent de modification des lois	— premier rapport déposé le 20 novembre 2019. — deuxième rapport déposé le 20 novembre 2019.
Comité permanent de la procédure, des priviléges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée	— premier rapport déposé le 19 décembre 2019.
Comité permanent des comptes publics	— premier rapport déposé le 19 décembre 2019.

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative